

Intervention de Johanna GRECOS

Plateau des Glières

Mai 2017

Merci Gérard, merci de tout cœur, merci au CRHA qui nous a invités ici aujourd'hui, de la part de tous mes collègues, de la part de tous mes compatriotes. Je vous remercie du fond du cœur pour ce bol d'air frais, d'espoir, de solidarité et de me faire sentir qu'on n'est pas seuls là-bas à se battre et à ... je n'aime pas le verbe battre j'aime bien le verbe résister.

On a fait le test sur nous et ils continuent sur toute une série de choses et ça ne sert à rien de les énumérer car vous les connaissez que trop, plus la venue des flux.

C'est horrible, quels flux ? Les flux c'est la mer c'est l'eau, c'est pas l'humain.

De réfugiés, de migrants, on peut mettre des noms mais c'est des êtres humains dans le besoin qui viennent chez nous et le peuple grec étant la deuxième diaspora mondiale après les juifs sait très bien ce que c'est que d'arriver seul, étranger sans connaître la langue, fuyant soit la guerre soit la famine soit les persécutions de toutes sortes arriver quelque part et donc on les a accueillis et on les accueille toujours.

Ca pose un problème européen, désolée.

Ca fait plaisir d'entendre hier le discours sur les réfugiés et ce que plein de gens font partout en Europe et qui n'est pas repris par la presse, bien sûr.

Donc je veux vous raconter ce que nous on a fait.

On a créé des dispensaires de solidarité sociale, c'était la seule manière de pourvoir aux besoins de santé des gens de toutes sortes, des nouveaux pauvres, des nouveaux sans abris, des nouveaux sans emploi, des gens avec la sécurité sociale mais qui n'étaient pas couverts pour toute une série de soins de santé aucunement et qui ne pouvaient plus contribuer d'eux-mêmes. Et ça fait deux ans que la structure dans laquelle je travaille existe et notre devise c'est que personne ne reste seul pendant la crise.

C'est une structure de solidarité 100% gratuite des soins médicaux, des soins pharmaceutiques de premier degré pour tous ceux, sans mutuelle, sans papiers, immigrés, réfugiés, sans aucune distinction. C'est un travail bénévole de médecins, d'infirmiers, d'assistants sociaux, de psychologues, de pharmaciens, de membres du secrétariat sur la base de solidarité et d'entraide.

Nous fonctionnons en démocratie directe, en autogestion, sans hiérarchie. Nous ne sommes ni financés ni dépendant d'aucun organisme d'état, de banque, d'entreprises, etc ...

Pendant ces deux ans on a eu 3500 visites, les sans mutuelle étant 58% et les sans travail 45%. Les uns n'étant pas les autres forcément. Les pharmacies ont eu 1000 visites par an de gens qui ne pouvaient même pas payer leurs cotisations pour les médicaments, même pour des médicaments génériques. On a fait aussi des envois de médicaments vers d'autres centres de solidarité, vers des hôpitaux - oui les hôpitaux ont besoin aussi - des prisons, des camps de réfugiés et aux îles, etc ...

Nous voulons remercier tous ceux qui nous ont soutenus dans notre but qui n'est pas seulement le soulagement des conséquences de cette crise mais aussi le développement de la collectivité d'abord, de la solidarité et d'échanges mutuels ainsi que la revendication

du droit de santé pour tous. On n'était pas nombreux au début on a eu le soutien de plein de gens, d'individus venant de toute la Grèce, aussi des grecs de l'étranger.

D'autres pays aussi on a eu de l'aide en matériel, en médicaments, en appareils médicaux, venant d'Allemagne, de France, d'Angleterre, des Etats Unis, de partout, ce qui nous fait continuer, on est très reconnaissant.

On a d'autres médecins qui se sont rajoutés à notre dispensaire et on est assez complet je pense aujourd'hui. Les gens font vraiment tout ce qu'ils peuvent mais la file d'attente pour un service psychiatrique ou psychologique est de six mois actuellement. Donc ces gens ont six mois pour ... sauter d'une fenêtre, pour sombrer, pour ne plus sortir de chez eux parce qu'ils ont des crises de panique. Et ils viennent chez nous et ça ouvre aussi le tabou de la folie, ça ouvre le tabou de « qu'est-ce que je faire maintenant que je suis malade et que ma mère, mon père, mon grand-père sont malades et qu'est-ce que je dois faire puisque je ne peux les mettre nulle part et qu'il n'y a plus d'hospices publics ».

Les gens ne meurent plus en Grèce, on ne meurt plus, voilà, c'est fini on ne meurt plus.

Ca pose évidemment des problèmes psychologiques aussi des problèmes réels et ça fait plaisir de voir qu'on n'est pas seuls, qu'on résiste et ce que je voulais vous dire c'est qu'on nous a appris par la force à ne plus avoir, et d'ailleurs on se bat dans les rues. On n'a plus, on perd, on perd, on perd. Il y a eu pour les pensionnés (les retraités, ndt) qui ne peuvent pas retravailler, il y a eu 22 diminutions de leurs pensions jusqu'à présent depuis le début de la crise, ce qui veut dire que on vit un quotidien où on ne sait pas le mois prochain ce qu'on pourra payer, on ne sait pas ce qu'on pourra faire, on ne peut rien programmer.

C'est atroce et avec le gouvernement ... de gauche qu'on a actuellement il y a encore une nouvelle diminution qui vient d'être votée - c'est pourquoi les gens sont dans la rue - une perte de 20% de leur pension qui est euh ...

On ne sait plus comment on va faire !

Mais on résiste et on apprend, et c'est cela que je voulais transmettre, que c'est plus l'avoir qui a de l'importance c'est l'être. Merci.

Gérard Decorps le 3 octobre 2018